



Section Belgique-Azerbaïdjan/Kazakhstan/Kirghizistan/
Ouzbékistan/Tadjikistan



6 juin 2018

Rencontre avec une délégation de la République d'Ouzbékistan



Visiteurs:

- M. Akmal Saidov, Président de la Commission des institutions démocratiques, des ONG et des organes d'autonomie citoyenne de la Chambre législative du parlement de la République d'Ouzbékistan
- M. Nodirjon Djuraev, Vice-Ministre de la Justice de la République d'Ouzbékistan
- M. Ulugbek Agzamov, Conseiller auprès de l'Ambassade de la République d'Ouzbékistan

Présents:

- M. Alain Destexhe, Président de la section Belgique-Azerbaïdjan/Kazakhstan/Kirghizistan/Ouzbékistan/Tadjikistan

Lors de la rencontre, la délégation a exposé la situation politique actuelle du pays. Le nouveau Président élu Mirziyoyev a initié depuis 18 mois un certain nombre de propositions de réformes politiques et économiques de grande ampleur, destinées à rompre avec la politique du passé. Une stratégie d'action en matière de réforme judiciaire a été adoptée : elle définit plusieurs réformes prioritaires du système, insistant notamment sur la nécessité de garantir une véritable indépendance de l'appareil judiciaire, de renforcer l'efficacité et l'autorité de celui-ci et d'assurer une solide protection judiciaire des droits et des libertés des citoyens.

Les droits de l'homme sont une des 5 priorités de la Stratégie d'action 2017-2021 de l'Ouzbékistan, un document qui définit les objectifs du pays pour, entre autres, réformer la justice, garantir l'état de droit, améliorer l'administration publique et assurer la sécurité.

Le haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme s'est rendu pour la première fois en Ouzbékistan afin de discuter de la coopération entre le gouvernement ouzbek et le Haut-Commissariat et de ses futurs développements. Le haut-commissaire a pu en outre rencontrer de nombreux représentants de la société civile.

L'amélioration de la situation des droits de l'homme est clairement une priorité du nouveau gouvernement. M. Akmal Saidov, qui est le Président de la Commission des institutions démocratiques, remet au Président Destexhe le rapport parlementaire sur la situation des droits de l'homme, « Uzbekistan : Progress in the Field of Human Rights. » La rédaction d'un tel rapport parlementaire constitue une première pour le pays et démontre clairement la direction choisie par les autorités pour la construction d'un état démocratique et d'une société civile forte.

Lors de la rencontre, les échanges ont été nombreux. Outre ceux déjà mentionnés, différents thèmes ont été abordés :

- les relations économiques avec les principaux partenaires économiques de l'Ouzbékistan, la Russie et la Chine
- le développement de nouveaux projets d'investissements avec les pays voisins, mais aussi avec la Turquie
- la volonté de l'actuel Président d'améliorer ses rapports de voisinage jusqu'ici difficile avec le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan par le biais de rencontres bilatérales pour résoudre des différends frontaliers, dans le domaine commercial et dans le partage des ressources en eau dans la région
- le développement du réseau ferroviaire transfrontalier, projet « *Great Silk Road* »
- les mesures politiques en Ouzbékistan pour lutter contre le terrorisme et le radicalisme
- la manière dont l'état gère l'organisation des religions notamment au niveau de la nomination des imams ainsi que par l'instauration d'un organisme central et transparent de collecte des fonds religieux



Les deux parties, belges et ouzbèkes, se sont accordées sur l'importance de continuer à promouvoir une bonne coopération et sur le rôle significatif que de telles rencontres parlementaires, qui ont lieu par le biais des groupes d'amitiés, peuvent jouer pour le développement d'une meilleure compréhension mutuelle entre nos pays.